

## Synthèse du cours de HGGSP du 30 novembre 2021 :

Pb : Les nouvelles technologies : puissances des géants du numérique (GAFAM, BATX, ...) impuissance des États et des organisations internationales ?

Les États sont caractérisés par des fonctions particulières : l'État LEGIFERE, c'est-à-dire il fait la loi. L'État a le MONOPOLE DE LA MONNAIE. Enfin, selon la définition de Weber, il a le MONOPOLE DE LA VIOLENCE LEGALE (force de l'ordre, armée) qui va de pair avec des LIMITES bien repérées et appelées FRONTIERES. Ces fonctions sont entretenues par la contribution des citoyens qui passe par l'IMPOT.

Ensuite, nous avons constaté que les GAFA et les BATX (acronyme de Google-Apple-Facebook-Amazon et de Baidu-Alibaba-Tencent-Xiaomi) sont caractérisés par plusieurs éléments. Tout d'abord, ils semblent bâtir un monde sans frontières, et ils commencent à utiliser une forme de monnaie particulière (crypto-monnaie). On réalise que ces grandes sociétés se posent en opposition avec les États.

Les GAFA prônent l'idéologie libertarienne (mélange d'ultralibéralisme et d'anarchisme) alors que les États et les Organisations Internationales (OI) gouvernent par la loi et les règles, suivant l'orientation philosophique du XVIII<sup>e</sup> siècle (la DUDH de 1948 est dans le droit fil de la DDHC de 1789). Les GAFA exercent de fait une surveillance et mettent en place ainsi, par le biais de la collecte de données, une dépendance du consommateur envers les GAFA. Les données deviennent la richesse principale de ces sociétés, car elles permettent des ventes plus efficaces, un meilleur ciblage des clients. Les entreprises telles que les GAFAM, les BATX et les NATU (Netflix-AirBnb-Tesla-Uber) collectent des données sur les différents utilisateurs et celles-ci sont utilisées à des fins commerciales (comme les algorithmes qui hiérarchisent les informations et proposent du contenu qui risque d'intéresser le consommateur), ou à d'autres fins telles que détecter des événements qui vont advenir. Récoltées gratuitement auprès des internautes qui ne sont pas forcément au courant, ces données sont ensuite revendues à d'autres entreprises pour cibler campagne commerciales ou politiques. Cette publicité ciblée peut avoir l'aspect d'une propagande sur mesure pour tel ou tel candidat lors d'élections.

La concurrence entre ces entreprises et les États passe aussi par le rapport à la recherche. La richesse des GAFA est due exclusivement au domaine de la recherche (de la performance et de la primauté) là où les États ne promeuvent pas tous la recherche privée ou publique.

Nous pouvons considérer et retenir que les GAFA sont "puissants" par le contrôle des réseaux. Les BATX chinois suivent le même modèle que celui des GAFA aux USA, mais dans une idéologie moins libérale puisqu'ils sont sous l'influence de l'État chinois (République Populaire de Chine). Ce pays nous donne un exemple autoritaire : l'État peut intervenir. Bien sur, il n'en a pas intérêt car pourquoi un État détruirait une entreprise nationale florissante ?

Nous avons donc constaté que dans les objectifs et les méthodes employées, ces « géants du numérique » sont en position de concurrence avec les États. La question qui sous-tend la réflexion est celle de la légitimité démocratique. Si ces sociétés ont réussi à percer, à prendre une position monopolistique ou presque, c'est par leur politique et leurs capacités : c'est une légitimité, celle des affaires et de l'économie. Mais cela questionne le devenir démocratique, car ces sociétés ne reflètent en rien l'opinion des citoyens qui utilisent leurs services. Parce que ces sociétés nous mettent en relation, doivent-elles nous diriger ? L'autre question de légitimité est posée par les stratégies employées par ces firmes pour éviter de payer les impôts dans les pays dans lesquels elles sont installées et actives.

Les États sont-ils donc impuissants face aux géants du numérique ? On pourrait le croire en percevant le caractère quasi indestructible du réseau qui, à l'image mythologique de l'hydre de Lerne, voit chaque élément détruit remplacé immédiatement par d'autres, c'est le principe initial d'Arpanet... Il n'empêche que les États ont les armes pour intervenir, la loi, justement, et la force. Qu'ils ne veuillent pas l'utiliser est compréhensible, mais elles existent. Comme dans le cas de la mondialisation, l'impuissance des États est plus un choix qu'une impossibilité.